

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

**GSSA JOURNAL N° 130**  
JUN 2022

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

#### **Guerre contre l'Ukraine**

La guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine a entraîné des milliers de soldats à leur perte. La situation financière et l'absence de perspectives en Russie poussent de nombreux jeunes hommes à rejoindre l'armée. PAGE 4

#### **Climat et guerre**

La lutte contre la crise climatique et la fin de la guerre contre l'Ukraine pourraient être abordées sur une voie commune. Mais les grandes banques suisses ont d'autres intérêts. PAGE 5

#### **F-35**

L'engagement contre le F-35 n'a pas perdu de son importance avec l'éclatement de la guerre, bien au contraire. Cinq raisons pour lesquelles l'acquisition de ces avions de combat doit échouer. PAGE 6

#### **Répression massive au Soudan**

Suite au coup d'État militaire de l'année dernière, de grandes manifestations pro-démocratiques ont éclaté au Soudan. Elles sont confrontées à une répression massive. PAGE 8

# L'ANTIMILITARISME EN TEMPS DE GUERRE



Chère lectrices, cher lecteurs,

Dans ce numéro, nous nous concentrerons sur l'horrible guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine et, plus particulièrement, sur le rôle de la Suisse dans cette crise. Nous nous intéresserons également à la situation des soldats russes et des objecteurs de conscience. Nous discuterons les raisons pour lesquelles l'antimilitarisme et les demandes de désarmement sont importants, surtout en temps de guerre. De plus, nous nous intéresserons aux liens entre armement et crise climatique. Nous nous devons toutefois d'indiquer que le bouclage de ce numéro était début mai. Les articles n'incluent donc pas les derniers développements dans ce conflit.

Par ailleurs, vous trouverez un aperçu des manifestations pour la paix, de la Marche de Pâques, ainsi que de notre AG. Nous n'oublions bien entendu pas les F-35 : nous vous donnerons les dernières informations en date concernant la collecte de signatures et montrerons pourquoi il est particulièrement important de continuer à nous engager contre ces avions de chasse pleins de défauts, même si Viola Amherd et d'autres politicien.nes bourgeois.es font des commentaires scandaleux et antidémocratiques à propos de notre initiative.

Tandis que le monde entier observe anxieusement les développements en Ukraine, les choses bougent également au Soudan. Depuis le putsch militaire de l'année passée, des mouvements démocratiques manifestent, mais sont violemment réprimés.

Revenons en Suisse, où le Conseil fédéral veut réformer l'obligation de servir. Le gouvernement avait présenté quatre options, dont seule une aurait été plus ou moins raisonnable. Celle-ci a toutefois été écartée et il n'en reste à présent que deux. Nous vous présenterons ces différentes options ainsi que notre avis à leur propos à la page 7.

Finalement, nous nous intéresserons aux statistiques concernant l'exportation de matériel de guerre pour l'année 2021. Les chiffres n'étaient certes pas aussi hauts que durant l'année record 2020, mais la tendance à l'augmentation des exportations se poursuit.

Nous vous souhaitons bonne lecture,

Anna Lindermeier et  
toute l'équipe de rédaction

#### Impressum

**Rédaction :** Anja Gada, Jonas Heeb, Anna Lindermeier (responsable), Lukas Bürgi, Andreas Weibel, Adi Feller, Oger, David Raccaud, Pauline Schneider, Fabio Briante, Martin Parpan, Josef Lang, Vanessa Bieri, Lewin Lempert

**Abonnement :** 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

#### RETROSPECTIVE

## Pas contre la guerre – mais pour la paix

**Lorsque la situation commençait à s'aggraver en Ukraine et que finalement, les premières troupes russes ont envahi le pays, tout le monde était bouleversé, apeuré et désespéré. Il en va de même pour le GSSA. Comment réagir à une guerre se déroulant à quelque 3000 km de chez nous ? Comme en 2003, nous avons opté en premier lieu pour une manifestation, qui a ensuite donné naissance à plusieurs autres manifestations.** VANESSA BIERI

Au soir du 23 février, la veille du début de la guerre, le GSSA a appelé à manifester devant l'ambassade russe à Berne. Environ 200 personnes nous ont rejoint.es avec des fleurs et des bougies pour s'opposer à l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Dans la nuit suivante, Vladimir Poutine a déclaré la guerre à l'Ukraine et de nombreuses craintes sont devenues réalité. Le 26 février, le GSSA a organisé une manifesta-

tion en collaboration avec les Jeunes Vert-e-s, Campax, les Vert-e-s, le PS, les Jeunes socialistes, Public Beta, le Conseil suisse pour la paix, Libereco, les Femmes\* pour la paix, WILPF Suisse et Femmes de paix autour du monde. 20'000 personnes nous ont rejoint.es pour cette première manifestation. Dans les semaines suivantes, de nombreuses actions et manifestations ont eu lieu dans diverses villes suisses. La volonté et la

solidarité semblaient gigantesque. Le fait de pouvoir agir, même si ce n'est que symboliquement, a donné de l'espoir et de la force à de nombreuses personnes, en Suisse comme en Ukraine.

Sous le slogan « Pas de gaz pas de guerre », le GSSA, le PS, les jeunes socialistes, les Jeunes vert-e-s et les Vert-e-s ont organisé une manifestation le 12 mars. Ce slogan résume exactement le problème principal de cette guerre et le rôle que la Suisse y joue. En effet, 80% du négoce de matières premières russes se fait en Suisse. Notre pays dispose donc d'un levier concret pour arrêter de financer cette guerre. Le Conseil fédéral continue d'ignorer cela et nous ne manquerons pas le lui rappeler.

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Points saillants de la 41<sup>e</sup> AG du GSSA

**Le 24 avril s'est tenue la 41<sup>ème</sup> assemblée générale du GSSA à l'hôtel Kreuz à Soleure. La guerre en Ukraine était le sujet de discussion principal. Nous avons adopté une résolution détaillant la position et les revendications principales de notre groupe à ce sujet. Nous avons également discuté de l'initiative F-35.** JONAS HEEB

Pandémie oblige, notre dernière AG avait eu lieu il y a 6 mois seulement, mais nous avons tout de même dû discuter de nombreux événements. La terrible guerre d'agression de Poutine contre l'Ukraine a en effet mené à une aug-

mentation inespérée des activités de notre groupe ces derniers six mois.

La guerre était donc l'un sujet de discussion. Par exemple, c'est en Suisse que se fait 80% du négoce de matières premières russes – cela doit

cesser ! C'est également l'avis de l'AG, qui a adopté une résolution contenant entre autres cette revendication. De plus, le GSSA demande que les objecteurs de conscience puissent déposer une demande d'asile dans une ambassade et que la Suisse ratifie enfin le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. La position du GSSA a été clairement résumée sur un transparent : « Solidarité et sanctions – pas plus d'armement ! »

La discussion sur la guerre s'est terminée par une présentation d'Emran Feorz, journaliste et auteur afghano-autrichien. Celui-ci nous a exposé la situation en Afghanistan, un conflit toujours d'actualité que l'on a malheureusement tendance à oublier et qu'Emran Feorz décrit dans son livre *La plus longue guerre*. 20 ans de guerre contre le terrorisme (ndlt : ouvrage pas encore traduit vers le français, traduction littérale du titre allemand).

Par ailleurs, nous avons abordé le sujet de l'initiative Stop F-35. Nous résistons aux demandes antidémocratiques du camp bourgeois et de la Conseillère fédérale Amherd qui veulent le retrait de l'initiative. Nous sommes prêt.e.s pour la dernière ligne droite !



Action contre la guerre à l'AG. Photo : GSSA

#### MARCHE DE PÂQUES

## Une première marche de pâques post-pandémie dans l'ombre de la guerre

**Après deux années de pauses, la traditionnelle Marche de Pâques de Berne a à nouveau pu avoir lieu le lundi 18 avril. L'un des sujets principaux pour le mouvement pacifiste était bien évidemment la guerre en Ukraine. L'autre slogan, choisi avant le début de la guerre, était « Protéger le climat, créer la paix ! »** LUKAS BÜRGI

Environ mille participant.e.s se sont rassemblés comme toujours sur la Eichholz-Wiese avant de marcher tranquillement vers la Münsterplatz avec de nombreux drapeaux pacifistes et divers transparents. Devant le Münster, les participants ont été accueillis avec des discours, de la musique et une offre de restauration.

Dans son discours, la directrice de l'organisation féministe pacifiste CFD, Andrea Nagel, a attiré l'attention sur la différence de traitement raciste des réfugié.e.s, tant en Ukraine qu'en Suisse. Les frontières devraient être ouvertes

pour tout le monde, quelle que soit la guerre que ces personnes fuient.

Un autre discours a été prononcé par Carola Rackete. Cette capitaine allemande avait secouru des réfugié.e.s en détresse en 2019 et les avait laissés débarquer sur le sol italien malgré la résistance des autorités italiennes. D'après son expérience, les droits humains des réfugié.e.s sont bafoués depuis des années aux frontières de l'Europe et ces pratiques continuent.

Stefan Salzmann, co-président de l'Alliance climatique suisse et chargé du climat auprès de

l'Action de Carême a mis en évidence le lien entre la guerre en Ukraine et le slogan « Protéger le climat, créer la paix ! ». Il a souligné qu'un renoncement aux énergies fossiles ne freinerait pas seulement la crise climatique. Il permettrait également de ne plus financer la guerre de Vladimir Poutine. Il a également mentionné le rôle important de la Suisse en tant que consommatrice d'énergies fossiles, mais également en tant que plaque tournante des matières premières et place financière.

Pour le GSSA, il est évident que nous continuerons à nous engager pour des sanctions dures contre Vladimir Poutine et son régime, des criminels de guerre. Plus précisément, nous ne devons plus acheter de pétrole et de gaz, ni de la Russie, ni de tout autre régime criminel.

GUERRE CONTRE L'UKRAINE

## Guerre de Poutine contre l'Ukraine

**La raison principale pour cette guerre d'agression contre l'Ukraine est le chauvinisme grand russe** JOSEF LANG

Trois jours avant l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine a prononcé un discours révélant pourquoi il remettait en question le statut de l'Ukraine en tant que nation. Il la voit comme faisant « partie intégrale de l'histoire, de la culture et de l'espace spirituel » russe. Par ce dernier point, il entend l'orthodoxie russe. Il ne reconnaît pas le droit du peuple ukrainien à avoir son propre État, qu'il appelle « l'Ukraine de Vladimir Lénine ». Le droit de sécession qui avait été donné à l'Ukraine lors de la création de l'URSS est pour lui « pire qu'une erreur », donc un crime. Dans sa logique anticommuniste, il a appelé à une « vraie décommunisation » de l'Ukraine. Par cela, il entend l'intégration de l'Ukraine à l'État russe et à son oligarcho-capitalisme. Dans ce discours, la « dénazification » n'a joué qu'un rôle de second plan.

### DOULEUR FANTÔME IMPÉRIALISTE

Remarquons la dénomination de la langue ukrainienne comme simple « dialecte » par Poutine. Cela nous ramène à une analogie éclairante : le franquisme espagnol ne voit la Catalogne et le catalan de la même manière que le chauvinisme grand russe voit l'Ukraine et l'ukrainien. Dans les deux cas, il est remarquable que les régimes à Madrid et à Moscou détestent beaucoup moins les régions qui se sont fermement opposées (la Tchétchénie et le Pays basque) que les nations qui leur sont plus proches sur le plan linguistique et culturel. Cela est surtout dû au fait que la perte de l'Ukraine ou de la Catalogne mettrait fin à toute illusion impérialiste. Les chauvinistes impérialistes espagnols

et russes n'ont jamais digéré la fin des empires auxquels ils s'identifient toujours. Car oui, les douleurs fantômes sont chroniques.

L'Ukraine a amplement prouvé qu'elle était une nation indépendante dans sa façon de se défendre contre l'invasion russe. Le mouvement nationaliste ukrainien est né, à l'image de celui de nombreux pays d'Europe, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Les poètes ont joué un rôle clé dans ce mouvement, comme c'est souvent le cas en Europe de l'Est. L'un d'entre eux était Taras Chevchenko, qui avait grandi dans le servage. Ce mouvement d'émancipation ayant une forte composante littéraire, le Tsar Alexandre II a interdit l'écriture en langue ukrainienne en 1876. En parallèle au mouvement d'émancipation dans la partie russe de l'Ukraine s'est développé un mouvement nationaliste ukrainien en Galicie autrichienne.

### LE HOLODOMOR STALINIE

Après la Première guerre mondiale, la révolution russe et la guerre civile, l'Ukraine était divisée en quatre parties : l'Ukraine soviétique, l'une des républiques fondatrices de l'URSS, l'Ukraine occidentale polonaise, l'Ukraine dans les Carpates en Tchécoslovaquie et la Bucovine du Nord en Roumanie. Pour Lénine, l'Ukraine était en effet un bastion contre le « chauvinisme grand russe » qu'il détestait tant. La faiblesse de son fédéralisme n'était pas due au concept territorial, mais au système du parti unique. Car celui-ci annule finalement toute division territoriale du pouvoir. Quoi qu'il en soit, dans les années 1920, l'ukrainisation linguistique et

culturelle de la république soviétique attira fortement les personnes des autres territoires ukrainiens, majoritairement des paysans.

Toutefois, en 1929, cela changea radicalement avec la collectivisation forcée de Staline. En Ukraine, celle-ci poursuivait également le but tsariste de l'élimination de toute spécificité ukrainienne. Le mélange de famine économique et d'affamement politiquement motivé coûta la vie à au moins 4 millions de personnes. L'Holodomor (en ukrainien : tuer par la faim) est une preuve dramatique de la haine profonde que voue le chauvinisme grand russe à l'Ukraine.

### L'ARMEMENT DE POUTINE ET LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME »

Toutefois, la haine ne suffit pas pour mener une guerre. Il faut aussi une armée. La guerre de Poutine a pour fondement la vente de matières premières. Une grande partie de ce négoce se fait en Suisse, plus particulièrement à Genève et à Zoug. Sans les rendements du commerce de gaz, de pétrole, d'uranium et d'autres matières premières et sans la fortune des oligarques, Poutine n'aurait jamais pu commencer cette guerre. Ou alors, il aurait dû l'interrompre après deux mois, faute d'argent, d'armes ou de pièces détachées.

Pourquoi, en Suisse, parle-t-on et écrit-on plus sur les livraisons (légalement impossibles

et politiquement insensées) de munitions à l'Ukraine que de livraison d'argent et d'exportations à double usage à Poutine ? D'une part, parce que les Pfister (« modèle de Zoug ») et autre Keller-Sutter (bien à double usage pour réacteurs de bombardiers) ne veulent pas s'avouer qu'ils et elles sont co-responsables (directement ou indirectement) de l'armement de la Russie. Et d'autre part, ils ne veulent pas enrouler le tapis rouge qu'ils ont déroulé aux riches et aux multinationales.

Si je n'ai pas parlé de l'OTAN jusqu'ici, c'est parce que la guerre de Poutine peut s'expliquer uniquement par le chauvinisme grand russe lui-même. L'OTAN lui a facilité la tâche dans la mesure où le chef de guerre russe a pu naviguer dans l'ombre de la « guerre contre le terrorisme ». Lorsque, le 12 octobre 2002, quatre ans après le début de la guerre en Tchétchénie et 13 mois après le 11 septembre, Vladimir Poutine a reçu un prix de la paix dans un casino zougais, l'un des invités était l'ambassadeur des États-Unis. La victoire en Syrie de l'armée de l'air russe, dont la « guerre contre le terrorisme » a coûté la vie à plus de 20'000 personnes entre 2017 et 2021, est très probablement un facteur déterminant pour la démesure du chauvinisme grand russe en 2022. Mais c'est Poutine à lui seul qui est responsable pour la guerre en Ukraine.

L'ANTIMILITARISME EN TEMPS DE GUERRE

## Où est l'indignation ?

**Poutine a envahi l'Ukraine. Le lobby de l'armement se montre certes consterné, mais y voit également l'opportunité d'investir davantage dans l'industrie de l'armement.**

MARTIN PAPAN

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le lobby des armes n'a eu de cesse de demander que l'armée suisse reçoive « enfin » plus de moyens. Les lobbyistes essaient donc consciemment d'instrumentaliser l'incertitude d'une partie importante de la population pour donner l'impression que sans investissements supplémentaires dans l'armée, nous sommes entièrement exposés aux tyrans de ce monde. On accuse celles et ceux qui se sont toujours engagés contre la guerre et pour une politique de paix civile de « naïveté », on leur dit qu'il est temps « d'ouvrir les yeux ». Les dirigeants comme Poutine sont effectivement d'une extrême dangerosité. L'argumentation du lobby des armes a cependant une faille : c'est en effet lui qui a

participé activement à faire de ces tyrans des monstres encore plus dangereux. C'est lui qui fait tout pour que la Suisse continue d'exporter des armes dans le monde entier. C'est enfin lui qui s'engage pour des régulations d'exportation aussi laxistes que possible. Il contribue donc à rendre le monde, l'Europe et la Suisse moins sûrs. La guerre en Ukraine est un cas exemplaire pour les conséquences de ces agissements : personne ne sera surpris d'apprendre que la Russie se trouve sur la liste des pays importateurs d'armes « fabriquées en Suisse ». Entre les années 2000 et 2021, la Suisse a livré du matériel de guerre d'une valeur de plus de 3 millions à la Russie. Ces armes sont peut-être celles qui, aujourd'hui, à tuer des femmes, des hommes et



Action du GSSA le 23 février à Berne. Photo : GSSA

des enfants ukrainiens. Ces armes sont celles qui font de Poutine le monstre qu'il est aujourd'hui. En essayant de se prétendre le « défenseur » de la population, le lobby de l'armement ne fait preuve que d'hypocrisie.

### DES AFFAIRES AVEC POUTINE

Il est troublant que ces livraisons d'armes vers la Russie ne provoquent pas un tollé au

sein de la population. Où est l'indignation ? Où sont les accusations ? Les réfugiés qui sont venus en Suisse sont probablement soulagés d'être en sécurité. Cependant, ils auraient tout à fait le droit d'être en colère. En colère contre le pays dans lequel ils se trouvent, ce pays qui aime à se vanter de sa tradition humanitaire, mais qui n'hésite pas à faire des affaires avec Poutine par pur appât du gain.



# GUERRE CONTRE L'UKRAINE

INTERNET

## Formation de l'opinion le long des frontières

**La Russie, tout comme la Chine et d'autres États de non-droit font tout leur possible pour empêcher les habitant.es de leur pays de se forger une opinion, et ce également sur internet. Les élites bourgeoises assistent à cela sans rien faire, demandent les mêmes instruments de pouvoir pour elles-mêmes et coupent les subventions des médias indépendants.** LUKAS BÜRGI

Il est facile de pointer la Russie du doigt et de se réjouir du paysage médiatique suisse, qui se porte si bien en comparaison. Les derniers médias indépendants en Russie ont dû mettre la clé sous la porte. L'accès à des plateformes et des médias étrangers est ouvertement bloqué dans certains cas ou limité dans d'autres. Une astuce habile constitue à limiter la vitesse d'accès à internet, car personne ne peut en être accusé directement. Par ailleurs, cette tactique dissuade les gens moins ouvertement de vouloir accéder

à ces sites et services. Cependant, ce n'est qu'une question de chance si les médias suisses et occidentaux nous informent plutôt précisément sur la guerre en Ukraine – en effet, l'agresseur coïncide avec notre ennemi de longue date à l'est et la guerre va mal pour Poutine. Il n'y aurait donc aucune raison de cacher ou de biaiser des informations. Toutefois, en Suisse comme en Russie, la formation d'opinion dépend fortement d'institutions et d'acteurs qui sont pleinement dans la sphère d'influence de l'État.

Internet en général et notamment les réseaux sociaux ne font pas partie de cette catégorie et ont le potentiel de libérer la formation de l'opinion de l'emprise de l'État – ce qui peut avoir tant des conséquences positives que négatives. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, l'effet principal de l'information sur internet semble être un mélange : quelle que soit leur affiliation politique, les jeunes en Suisse sympathisent plutôt avec Poutine et ne le voient pas comme le criminel de guerre qu'il est en réalité. Les utilisateurs fréquents de réseaux sociaux en Russie ont leurs doutes quant à « l'opération militaire spéciale » de Poutine. La situation reste toutefois difficile à évaluer.

Malheureusement, les initiatives politiques visant à saisir les opportunités que présentent

ces nouveaux médias sont rares. Il faudrait promouvoir des technologies qui visent à protéger le discours politique sur internet de l'influence d'acteurs étatiques et privés. Il faudrait promouvoir des technologies intrinsèquement démocratiques et non axées sur la maximisation des recettes publicitaires. Mais non, au lieu de cela, le camp bourgeois demande une extension constante de la surveillance étatique. La gauche, elle, se satisfait souvent de faire payer des impôts en Suisse aux propriétaires privés tout puissants des plateformes numériques.

SOLDATS

## Qui combat pour la Russie ?

**Le moral des soldats russes n'est pas au beau fixe : ils se rendent sans combattre ou abandonnent leur char au beau milieu de la route. L'une des explications possibles à cela est la pression économique directe ou indirecte, qui les pousse à aller au combat. Si les déserteurs et les objecteurs de conscience obtenaient le droit de déposer une demande d'asile dans une ambassade, ces jeunes hommes pourraient se sortir de cette situation.** JONAS KAMPUS

Tandis que le moindre mouvement de Vladimir Poutine est analysé en profondeur, nous n'avons que peu d'informations sur les personnes qui combattent pour la Russie en Ukraine. Dès les premiers jours, le moral semblait bas au sein des troupes russes. Selon les médias, des unités entières se seraient rendues. Des vidéos TikTok montrent des convois abandonnés constituées de chars à la pointe de la technologie. Le moral des soldats russes ne semble donc pas être particulièrement haut.

Les troupes russes sont composées d'une part de personnes qui se sont engagées pour de nombreuses années et d'autre part de recrues qui ne servent « que » deux ans. Même si la propagande russe des derniers mois voudrait nous faire croire le contraire, l'armée n'est pas une institution très prestigieuse au sein de la société russe. Les recrues sont harcelées par leurs supérieurs et certaines sont même contraintes à la prostitution.

### MANQUE DE PERSPECTIVES ET VIOLENCE

En Russie, tous les hommes sont conscrits. Ceux appartenant aux classes moyennes et supérieures des milieux urbains peuvent facilement se libérer du service militaire. En même temps, les hommes sans perspectives voient l'armée comme l'un des seuls endroits qui leur permette d'accéder à un bien-être matériel minimal. Au cours des deux dernières années déjà, de nombreux conscrits ont été contraints de signer un contrat de deux ans, car le droit russe n'autorise pas les conscrits à être déployés en dehors des frontières du pays. Une grande partie de ces conscrits de force sont de fait des jeunes nés en 2002 ou 2003 qui viennent de terminer l'école obligatoire l'été dernier.

Par ailleurs, un grand nombre de soldats ne savaient pas qu'ils devraient combattre en Ukraine. Au début de l'invasion, certaines troupes pensaient qu'elles étaient encore en plein milieu de l'exercice qui avait eu lieu les semaines précédentes le long des frontières russe et biélorusse avec l'Ukraine. La situation précaire des soldats était déjà connue à l'époque. On apprit qu'au Bélarus, un marché noir pour de l'essence de l'armée russe s'était développé et l'on vit des images de chambres remplies de soldats russes épuisés.

Dans les régions de Lougansk et de Donetsk, et plus récemment dans les régions nouvellement occupées du sud de l'Ukraine, des hommes seraient contraints de servir. Dans une motion, des députés de la Douma demandent à présent que des opposants russes à la guerre soient recrutés de force et qu'ils soient envoyés au front. Cette façon de mener la guerre est particulièrement perfide, brutale et cruelle.

Toutefois, les soldats russes ne sont pas tous mal formés et en Ukraine contre leur gré. En effet, une partie importante de la population russe est derrière Poutine et sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Cela vaut probablement aussi pour les soldats, en particulier pour ceux qui appartiennent à l'armée de l'air. Peu de temps après le début de la guerre, un pilote d'avion de combat russe avait été capturé. Celui-ci avait déjà servi en Syrie et apparaissait sur des photos aux côtés de Bachar El-Assad. De nombreux pilotes qui avaient bombardé Alep participent aujourd'hui à la destruction de villes ukrainiennes.

La Russie recrute également de nombreux mercenaires venus de Syrie ou de Tchétchénie. Pour les combattants syriens, la situation écono-



Soldat russe. Photo : Ground Report, 2014

mique désastreuse semble être l'un des facteurs décisifs pour combattre en Ukraine, car il s'agit là du seul moyen de nourrir leur famille.

### DES MINORITÉS COMBATTENT EN UKRAINE

Après le massacre de Boutcha, des images et des documents contenant des informations sur les coupables potentiels ont été révélés. À partir de ces documents, on peut conclure qu'en grande partie, ces soldats appartiennent à des minorités et qu'ils sont originaires de régions pauvres et rurales de la Russie. Certains civil.e.s rapportent également que les horreurs de Boutcha n'avaient pas été commises par des soldats réguliers, mais par des troupes d'élite du groupe Wagner, une troupe de mercenaires d'extrême droite. Grand nombre d'entre eux ont déjà combattu en Syrie ou ont été déployés en Afrique. Leurs motivations sont probablement bien

différentes de celles des autres troupes russes.

Cependant, nous devrions résister à la tentation de voir les soldats russes comme faisant partie soit des simples conscrits « innocents », soit d'un groupe de meurtriers sanguinaires. Ce genre de rhétorique se rapproche fortement de celle de la Wehrmacht « innocente » et de la « méchante » SS. Une guerre révèle en effet que des personnes ordinaires peuvent commettre des actes de violence inhumains, même si leurs motifs sont contradictoires et flous.

C'est pour cette raison qu'il est plus important que jamais de permettre aux déserteurs et aux objecteurs de conscience de demander l'asile auprès d'une ambassade, chose que demande le GSSA. Cette mesure pourrait fortement participer à réduire la volonté de combattre des soldats russes. De plus, cela empêcherait toute une génération de jeunes hommes de devenir des meurtriers mis au ban par le monde entier.

## GUERRE CONTRE L'UKRAINE ET INGÉRENCE SUISSE

BIENS À DOUBLE USAGE

## Machines à armement

**Les machines-outils et les exportations de technologie constituent la base de l'industrie de l'armement. Donner à des régimes autoritaires les outils pour construire leur propre armement n'a jamais été une bonne idée.** ADI FELLER

Sur des images des drones Orlan-10 de production russe détruites dans le Donbass, on retrouve des composantes de production suisse. Il s'agit de pièces électroniques standardisées issues du marché de gros de l'électronique (récepteurs GPS). Le nombre exact de composantes livrées reste inconnu, car elles ont souvent été procurées par le biais d'autres États européens. Ce genre de matériel n'est pas contrôlé, il n'est même pas classé en tant que bien à double usage. Mais ces découvertes ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Un deal concernant des biens militaires spéciaux d'une valeur de plus de 90 milliards de francs faisait la une des journaux en 2014. Un tissu permettant de « réduire la signature » avait été exporté en Russie. Il s'agit là d'un matériau permettant de camoufler des soldats ou des chars. Malheureusement, jusqu'à présent,

nous n'avons pas plus de détails sur l'utilisation de ce matériau. En Suisse, le leader dans le domaine de ces matériaux est l'entreprise zougnoise SSZ Camouflage Technology AG.

### MACHINE-OUTIL DE L'OBERLAND ZURICHOIS

Dans une zone industrielle un peu quelconque de Volketswil (ZH) se trouve le siège de l'entreprise Galika. Cette entreprise est empêtrée dans une longue bataille juridique avec le SECO au sujet de l'exportation de machines-outils vers la Russie. Pendant des années, le SECO avait donné l'aval aux demandes de Galika, mais en 2020, le Secrétariat d'État a refusé une demande d'exportation pour des tours à chariot et des fraiseuses vers la Russie. Le service de renseignement de la Confédération soupçonnait l'entreprise de contourner certaines ré-

gulations. Les machines-outils étaient en effet livrées à une adresse privée qui appartenait en réalité à une importante entreprise d'armement russe. L'on suppose que les machines-outils servaient à la production de pièces détachées pour des avions de chasse russes dernier cri.

L'entreprise avait fait appel et elle avait en partie obtenu raison. Le procès n'est pas encore clos, mais au moins, ce genre d'exportations ne sont plus possibles pour l'instant grâce aux sanctions. Ces exportations vers la Russie n'étaient toutefois pas la première affaire conclue entre Galika et la Russie qui s'est par la suite avérée problématique. L'ASRE, l'assurance contre les risques à l'exportation de la Confédération ne fait pas toujours bonne figure dans ce contexte. En effet, celle-ci avait couvert une autre affaire de Galika dont les machines-outils étaient passées par la Russie pour arriver au Venezuela où elles ont servi à produire des Kalachnikovs.

Il n'est pas clair si des machines-outils suisses sont également utilisées pour la production d'armes de petit calibre en Russie. En 2013, l'entreprise Oboronprom, qui appartient à un conglomérat russe d'armement, a annoncé qu'elle avait commencé à produire des machines-outils en

Russie en collaboration avec des entreprises suisses. Parmi ces entreprises partenaires se trouvait évidemment Galika.

### UN PROBLÈME PLUS GRAND

L'exportation de machines-outils et de technologies est souvent encore plus problématique que celle d'armes entières. Car la possibilité de pouvoir produire indéfiniment de nouveaux biens d'armement après seulement une exportation de machines-outils est encore plus dangereuse qu'une « simple » livraison d'armes. Cependant, les exportations comme celles de machines-outils sont encore moins bien contrôlées que celles de matériel de guerre. Les machines-outils appartiennent souvent à la catégorie des biens à double usage et même pas à celle des biens militaires spéciaux. Pour les exportations de technologies, les réglementations sont les mêmes que pour celles des biens finaux de la catégorie à laquelle elles appartiennent. Voilà un problème qu'il s'agirait d'attaquer, non seulement en ce qui concerne la Russie, mais également dans le cas d'autres pays autocratiques comme la Chine.

PLACE FINANCIÈRE

## Protection du climat et prévention de la guerre vont main dans la main

**La place financière suisse n'est pas seulement responsable d'environ 2% des émissions globales de gaz à effet de serre, mais elle finance également la guerre d'agression sanglante de Vladimir Poutine. Des banques privées, tout comme des banques cantonales, jouent toujours un rôle quand meurent des personnes et que notre environnement et des moyens de subsistance sont détruits.** ANNA LINDERMEIER

Des données de la banque de données économiques *Refinitiv* montrent que des instituts financiers suisses avaient investi environ 50 millions de dollars dans des entreprises de pétrole et de gaz russes peu avant le début de la guerre. Information peu surprenante : parmi ceux qui financent la guerre se trouvent le Crédit Suisse et UBS. Ces deux banques avaient investi près de 220 millions de dollars chacune, dont une grande partie dans les entreprises Gazprom et Lukoil. La Banque Nationale a, elle aussi, investi plusieurs centaines de millions de dollars dans des entreprises russes selon le quotidien *Tagesanzeiger*. Ces placements sont remarquables mais la BNS ne les déclare nulle part.

Il y a, bien sûr, les destructeurs de l'environnement inhumains bien connus qui continuent à faire leurs affaires malgré l'attention que la société porte sur eux grâce au mouvement climatique. De plus, un nouvel acteur a récemment fait son entrée sur le terrain : la banque privée Pictet basée à Genève. Celle-ci avait, jusqu'à présent, bien réussi à cacher ses sales magouilles et à rester discrète. Nous apprenions récemment que la banque genevoise avait investi la somme faramineuse de 673 millions de dollars dans des entreprises russes de pétrole et de gaz, dont 204 millions sont allés directement à Gazprom, ce qui fait de Pictet le onzième plus grand investisseur de l'entreprise. La banque privée est la troisième banque de Suisse en termes de fortune gérée après UBS et le Crédit Suisse. Ces dernières années, elle a amplement profité du fait que l'attention soit concentrée sur les deux plus grandes banques.

### LE PLUS GROS POLLUEUR

En regardant de plus près, nous voyons que, depuis 2017, Pictet a investi de larges sommes d'argent dans l'entreprise de charbon allemande RWE. C'est avec plus de 700 millions que Pictet contribue à la destruction de nos moyens de subsistance. En effet, RWE est le plus gros émetteur de CO<sub>2</sub> d'Europe et puisqu'elle détient une part importante de ses actions, Pictet en est le 6ème plus gros investisseur.

Comme si cela ne suffisait pas, la Suisse revêt un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de financer la guerre de Poutine : 80% des exportations de pétrole et de gaz russe (rapportant à l'État russe plus de 200 milliards), passent par la Suisse et plus particulièrement par Zoug. Le canton aux impôts particulièrement bas est un endroit privilégié pour ces entreprises. Plusieurs entreprises actives dans le domaine des matières premières ont leur siège social à Zoug : la Sber Trading Swiss AG, la VTB Capital Trading, dont les sociétés mère appartiennent au Ministère russe des Finances. Par ailleurs, le siège suisse de Gazprom ainsi que les sièges sociaux des entreprises de gazoduc Nord Stream 1 et 2 se trouvent également à Zoug. La petite Suisse si discrète est donc une véritable plaque tournante du marché des matières premières russes, la source principale de revenu de l'État russe.

### COUPER LES VIVRES À POUTINE

La solution est évidente : la prévention de la guerre et la protection du climat vont main dans la main. Nous pourrions couper les vivres de Poutine tout en commençant à lutter contre

la crise climatique. Mais au lieu de saisir cette opportunité et d'agir pour la sécurité globale et la stabilité ainsi que contre la crise climatique qui s'aggrave, nous sommes menacés par la nouvelle course aux armements que provoque la peur diffusée par la droite. Nous devons tout faire pour lutter contre cela, car nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre lorsqu'il s'agit du climat. Nous ne pouvons plus fermer les yeux

et il est temps d'unir nos forces avec le mouvement climatique pour demander des comptes à la place financière et au gouvernement. Organisons-nous, mettons ces banques destructrices au pilori, menons ensemble des actions ciblées. Nous devons lutter de toutes nos forces pour que ces milliards ne soient pas investis dans une guerre sanglante, mais dans la protection sociale du climat. Maintenant ou jamais.

Banque privée Pictet basée à Genève. Photo : AFP, Fabrice Coffrini



## Continuons de nous engager contre le F-35 !

**De la Conseillère fédérale au président du PLR Thierry Burkhardt : on nous demande de partout d'arrêter de nous battre contre l'achat des F-35, le plus grand projet d'armement de l'histoire suisse. Toutefois, si nous considérons la terrible guerre de Poutine contre l'Ukraine, nous voyons que l'initiative contre l'achat de ces nouveaux bombardiers furtifs aux prix astronomiques est une bonne décision. Voici cinq raisons de nous engager justement maintenant.** LEWIN LEMPERT

### 1. LE F-35 EST UN BOMBARDIER FURTIF

Le F-35 a été créé pour pénétrer en territoire ennemi afin d'y larguer des bombes. C'est pour cette raison que cet avion de chasse possède cette caractéristique de la furtivité qui est très chère et nécessite beaucoup d'entretien. La Suisse n'a pas besoin d'avions capables d'attaquer. En effet, le F-35 va à l'encontre de la logique mili-

taire bourgeoise qui veut que la Suisse soit en mesure de se défendre, car le F-35 n'est pas un avion conçu pour ce but. Cet avion de chasse est par ailleurs complètement inadéquat pour des missions de police aérienne. Imaginez seulement l'absurdité d'un avion furtif à 200 millions de francs qui raccompagne au sol un avion de tourisme égaré.

### 2. LE F-35 OUVRE LA PORTE AU PARTAGE NUCLÉAIRE

Il y a quelques semaines, l'Allemagne décidait d'acheter, elle aussi, des F-35. La raison était le renforcement du partage nucléaire dans le cadre de l'OTAN. En clair, cela signifie que l'Allemagne a acheté ces jets pour qu'ils puissent, à l'avenir, transporter des armes nucléaires. En cas d'escalade nucléaire, cela permettrait une première ou deuxième frappe en terrain ennemi à l'aide d'armes nucléaires.

### 3. LE F-35 NOUS FAIT INDIRECTEMENT ENTRER DANS L'OTAN

Pour de nombreux pays, le F-35 est le ticket d'entrée dans l'OTAN. Car cet avion de chasse ne peut déployer toutes ses fonctionnalités que s'il est utilisé au sein de l'alliance, lors d'exercices de l'OTAN ou par l'utilisation de systèmes de communication partagés. Aujourd'hui déjà, de nombreuses personnalités politiques du camp bourgeois demandent plus d'exercices et de engagements de l'armée suisse avec l'OTAN. L'achat du F-35 accélérerait fortement cette tendance. Mais la Suisse ne fait pas partie de l'OTAN et c'est une bonne décision. Si la Suisse était membre de cette alliance militaire, elle devrait s'engager dans des guerres comme celles en Afghanistan. Grâce à la neutralité militaire, nous pouvons accepter des mandats de puissance protectrice ou trouver des solutions dans des conflits. Si la Suisse rejoignait l'OTAN, cela deviendrait plus compliqué, ce qui ne serait pas positif pour la sécurité mondiale.

### 4. LES F-35 SONT UN GOUFFRE FINANCIER

Les F-35 coûtent plusieurs milliards. Ce vaut non seulement pour l'acquisition elle-même, mais surtout pour l'entretien. Au total, les coûts s'élèveraient à environ 24 milliards de francs.

Selon la direction dans laquelle ce projet d'armement se développerait, cette somme pourrait encore fortement augmenter. C'est pour cela que le projet est également sous le feu des critiques dans le pays producteur des avions, les États-Unis. Car chaque franc ne peut être dépensé qu'une fois. Si l'on dépense 24 milliards pour des avions de chasse, cet argent manquera dans d'autres domaines : dans le domaine de la sécurité lui-même, mais aussi dans l'éducation ou la culture. De plus, la Suisse doit enfin s'engager de façon conséquente dans la protection du climat, qui est également une mesure contre la guerre. En effet, si nous devenons rapidement indépendants des énergies fossiles des autocrates, nous arrêterons de financer leurs guerres.

### 5. LE F-35 NE NOUS DONNERA PAS PLUS DE SÉCURITÉ

La Suisse ne doit pas se tenir à l'écart lorsqu'il s'agit de mettre un terme à la guerre de Poutine. Cela signifie que nous devons nous engager là où c'est possible : en sanctionnant les oligarques russes par le biais de leur fortune, en agissant sur le marché des matières premières en Suisse et en arrêtant d'importer du pétrole et du gaz russe. En revanche, nous n'aiderons pas l'Ukraine en achetant des F-35 dont la livraison s'effectuerait en 2027. Une suisse réarmée ne participe pas non plus à la sécurité européenne. Même si la Suisse augmentait son budget de défense pour qu'il atteigne 2% du PIB – ce qui équivaldrait à 14 milliards de francs, soit trois fois plus qu'aujourd'hui – notre budget serait toujours cinq fois plus petit que celui de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne. Cela nous montre que la Suisse a d'autres atouts et possibilités pour promouvoir la paix en Europe que son armée. Nous devons sortir de la logique des bénéfices avant tout qui est au cœur de nos relations économiques. Sinon nous aiderons d'autres dictateurs et autocrates comme nous avons aidé Poutine.



LES BOURGEOISES ET LE F-35

## Abus de pouvoir scandaleux, fantasmes d'armement et la réaction de politicien.nes bourgeoises face aux crises humanitaires

**Le fait que les politicien.nes bourgeoises utilisent des situations de crise pour attiser une peur dans la société qui sert leurs intérêts n'est pas nouveau. Ce qui s'est en revanche joué dans et autour du Palais fédéral ces derniers mois est un scandale démocratique. Retour chronologique sur la propagande d'armement bourgeoise et l'abus de pouvoir sans merci de Viola Amherd depuis la mi-février.** ANJA GADA

Le 16 février, la Ministre de la défense, Viola Amherd, répondait à la question d'un journaliste lors de la conférence de presse sur le message de l'armée 2022. En toute tranquillité, elle disait encore que l'on attendrait que le peuple vote sur l'initiative F-35 avant de signer le contrat d'achat. Cela aurait pu signifier attendre jusqu'en 2024, l'année où pourrait se tenir la votation, pour signer le contrat.

### LE PARADOXE BOURGEOIS

Quatre jours seulement après le début de la guerre d'agression en Ukraine, le PLR publiait un communiqué de presse dans lequel il disait vouloir « tirer les enseignements de la guerre en Ukraine ». Dans deux motions, Thierry Burkhardt et Maja Riniker demandaient une augmentation du budget de l'armée de l'ordre de 2 milliards, ainsi qu'un effectif réglementaire de

120'000 soldats.es, et ce sans avoir analysé cette guerre sur le plan militaire et sociétal ou en termes de politique de sécurité.

Deux éléments sont particulièrement saillants. D'une part, les libéraux-radicaux préfèrent se concentrer sur une instrumentalisation intérieure de la situation de crise, plutôt que sur les mesures humanitaires visant à aider les personnes affectées par cette guerre. Ils veulent profiter du vent favorable pour réaliser leurs rêves d'armement. D'autre part, les politicien.nes bourgeois.es tentent habilement de détourner l'attention pour cacher leur politique fiscale et économique inhumaine. Car ce n'est que grâce à une politique agressive de dumping fiscal venant du camp bourgeois que des places de négoce de matières premières telles que Genève ou Zoug ont pu héberger le siège social d'entreprises pétrolières et gazières internationales –

et plus particulièrement de multinationales russes. Toutefois, au lieu d'aborder la question de notre forte dépendance aux matières premières des autocrates et du rôle très problématique de la Suisse en tant que point de transit, l'UDC, le PLR et le Centre s'égoïsent à demander plus d'armement. Silence radio en revanche de leur part sur le fait que les dépenses d'armement n'ont cessé d'augmenter durant les années précédant la guerre, ce qui a contribué à alimenter de potentiels conflits armés.

### POISSON D'AVRIL UN 1ER MARS

Une semaine plus tard, le 1er mars, Viola Amherd répondait à des questions de la RTS concernant la situation sécuritaire de la Suisse. Elle ose nous demander à nous qui avons lancé l'initiative Stop F-35 de retirer cette dernière. Selon elle, ce serait le seul moyen responsable de garantir la sécurité de la population. Le fait qu'une Conseillère fédérale demande publiquement à un comité d'initiative de retirer cette dernière avant que celle-ci ne soit déposée constitue une nouveauté totale dans le paysage politique suisse – et un abus de pouvoir sans égal.

Apparemment, ce n'était pas un poisson d'avril, car sept jours plus tard seulement, la Ministre de la défense en rajoutait une couche : l'offre de Lockheed Martin, le constructeur américain des F-35, ne serait valable que jusqu'en mars 2023. Si elle était déposée plus tard, l'initiative « Stop F-35 » pourrait donc mener à une renégociation des contrats de vente, ralentissant ainsi tout le processus d'acquisition. Rappelons-nous : exactement un mois auparavant, avant que Poutine n'envahisse la région du Donbass, Mme Amherd semblait vouloir suivre scrupuleusement le processus démocratique concernant les initiatives populaires.

Le président du PLR parle de l'augmentation du potentiel de l'armée, moi j'appellerais cela une capitalisation éhontée de la crise actuelle. L'illusion de sécurité que nous procurerions les 36 bombardiers furtifs ainsi que l'augmentation arbitraire du budget de l'armée est tout simplement ridicule. Calmez-vous, Mesdames et Messieurs, quand il s'agit d'avions de chasse, le GSSA n'a encore jamais gagné un scrutin...ah si.

INTERNATIONAL – PUTSCH AU SOUDAN

## L'armée contre la démocratie

**Depuis le coup d'état militaire d'octobre 2021, le Soudan est le théâtre d'une tragédie que l'on ne connaît que trop bien. Face aux revendications démocratiques de la population, le pouvoir militaire a comme unique réponse la répression armée des manifestant-e-s.**

DAVID RACCAUD

Alors que le regard de l'Europe est tourné vers les atrocités qui se déroulent à l'est du continent, on aurait presque tendance à oublier que les ravages de la guerre et des armes sont bel et bien présents dans le reste du monde. Un exemple d'actualité parmi d'autres : au Soudan, l'armée massacre des manifestant-e-s qui dénoncent le coup d'État militaire.

Pour rappel, depuis la destitution du président soudanais, le général Omar el-Béchir, en avril 2019, les Soudanais-e-s avaient un réel espoir de voir la mise en place d'un pouvoir civil et démocratique. Mais la transition vers la démocratie n'a pas lieu comme prévu. Depuis le coup d'État militaire du 25 octobre 2021, le Soudan traverse une grave crise, qui a fait plus de 90 victimes, des centaines de blessés et un millier de personnes arrêtées en raison de la soif de pouvoir du général Abdel Fattah al-Burhane, l'ancien chef de l'armée de Terre soudanaise, après avoir mis fin à la transition démocratique et instauré l'État d'urgence.

### L'OCCIDENT OBSERVE EN SILENCE

Face à cette tragédie totale, on notera à quel point l'Europe et l'Occident se sont montrés particulièrement discrets dans leur réaction vis-à-vis de ce coup d'État et aux massacres commis. Il est en effet plus important de garder de bonnes relations avec les dirigeants, peu importe comment ils sont arrivés au pouvoir, que de soutenir une population qui scande pour la démocratie depuis de nombreuses années. Pareil pour les pays voisins du Soudan, qui semblent vouloir éviter à tout prix un printemps africain.

### L'ARMÉE ET LA DÉMOCRATIE, ÇA NE FONCTIONNE PAS

Plus globalement, nous avons ici encore un exemple tragique de l'incompatibilité entre l'armée et la démocratie. Lorsque les temps sont troubles, le pouvoir militaire semble toujours se voir en dictateur éclairé, seul capable de remettre un pays à l'ordre et en assurer sa stabilité. L'histoire nous l'a démontré à de multiples re-

prises qu'il n'en est rien. Cela confirme l'importance des luttes pacifistes et antimilitaristes internationales. L'armée tue, pollue, et, peut-être son symptôme le plus grave, est un véritable danger pour la démocratie, au Soudan comme partout dans le monde.

Protest au Soudan. Photo : Middle East Eye, AFP



RÉFORME DE L'OBLIGATION DE SERVIR

## Le drame sans fin du service militaire obligatoire

**Les choses bougent dans le domaine de l'obligation de servir : le Conseil fédéral veut réformer le système pendant que, fin avril, la collecte de signature pour un service citoyen débute. Quel dommage qu'avec tant de volonté de réformer les choses, il n'y ait que peu de propositions sensées.** JONAS HEEB

### CONTRE L'OBLIGATION DE SERVIR

Le service militaire obligatoire est probablement l'un des défauts les plus absurdes de notre système de milice si apprécié. Le GSSa est fondamentalement opposé à cette obligation. En 2013, le peuple a pu se prononcer sur une initiative du GSSa sur l'abolition de l'obligation de servir. Malheureusement, l'initiative a été rejetée avec près de 75% de NON. Une majorité des votant.es voulait apparemment que l'État puisse forcer tous les hommes suisses à servir durant une phase importante de leur vie. Ils doivent mettre sur pause leur formation et leur travail pour un service constitué presque entièrement d'attente et d'activités inutiles servant juste à les occuper.

Bizarrement, les défenseur.es du service militaire obligatoire sont également celles et ceux qui demandent toujours de ne pas dilapider l'argent du contribuable lorsqu'il s'agit de protection du climat, de la protection sociale ou encore de la santé. En même temps, ils et elles veulent de bonnes conditions-cadre pour l'économie. Imaginez combien d'argent on pourrait économiser si tous les hommes suisses ne devaient pas effectuer un service pour lequel ils sont payés, nourris et logés – et ne parlons même pas du matériel ! Et imaginons à quel point l'économie profiterait d'une absence d'école de recrues et de cours de répétition.

### RÉFORME : UN ESPOIR DE COURTE DURÉE

L'obligation de servir est un sujet quasi constant en politique, et tout le monde veut y mettre

son grain de sel. Car tout le monde est concerné, que ce soit en tant que recrue ou en tant que proche. La population est donc tout ouïe quand on parle de changements dans ce domaine. Le DDPS se plaint depuis longtemps qu'il n'aura bientôt plus assez de soldat et que les effectifs de l'armée deviendraient trop petits à moyen terme. Rappelons que l'armée compte plus de 140'000 personnes alors que son effectif réglementaire s'élève à 100'000. Le projet « Développement de l'armée » (DEVA) veut lutter contre cette problématique, notamment en réformant le système de l'obligation de servir.

Beaucoup de questions se posent : y aura-t-il moins de jours de service ? Ou est-ce la fin de l'armée de masse ? L'écart entre effectif réglementaire et effectif réel sera-t-il corrigé ? Pourra-t-on même choisir librement ?

Que nenni. Le Conseil fédéral propose quatre options, dont seules deux peuvent encore être débattues. La seule proposition un tant soit peu moderne a déjà été éliminée. Il s'agissait d'un service obligatoire pour toutes les citoyennes et tous les citoyens, mais qui laissait les gens choisir parmi un large éventail de possibilités qui pouvaient ou non avoir un lien avec la sécurité. Il s'agissait par exemple de mandats politiques ou de travail associatif. Certes, il s'agirait toujours d'un service obligatoire qui impliquerait également les femmes, mais il permettrait de reconnaître et d'honorer tout l'engagement pour la société qui existe déjà en Suisse.

Une autre option est le service obligatoire pour toutes et tous, mais sans possibilité de

choisir. Toutes les citoyennes et citoyens servent donc, mais l'armée a la priorité. Cette option peut encore être choisie dans la mesure où depuis fin avril 2022, le comité d'initiative collecte des signatures pour un Service citoyen, qui demanderait exactement cela. Cette proposition semble alléchante de prime abord, mais elle doit être rejetée : dumping salarial, encore plus de service forcé, renforcement de l'armée et peut-être même une violation des Convention des droits de l'Homme de l'ONU. Déjà lors de l'AG en octobre 2021, le GSSa avait adopté une résolution rejetant l'initiative. Vous trouverez ce document sur notre site web.

### L'ARMÉE A LA PRIORITÉ

Les deux options qui sont encore à examiner sont « l'obligation de servir dans la sécurité » et « l'obligation de servir axée sur les besoins ». La première option laisserait les choses plus ou moins comme elles sont. Seul changement : la protection civile et le service civil fusionneraient pour créer une unité de protection contre les catastrophes. Le seul changement serait donc un affaiblissement massif du service civil. Tous les hommes devraient servir soit dans l'armée, soit dans la protection contre les catastrophes, il n'y aurait pas de liberté de choisir.

L'obligation de servir axée sur les besoins, elle, prévoit d'impliquer toutes les citoyennes et citoyens. Toutes les personnes nécessaires à l'armée et à la protection civile seraient recrutées. Tous les autres seraient épargnés mais devraient payer une taxe d'exemption. Concrètement, cela signifierait que le service civil n'existerait plus et que l'on devrait payer même si l'on aimerait servir, sous prétexte que l'on n'a pas été choisi.e par le DDPS. Environ la moitié des conscrit.es ne pourrait pas servir.

L'État demanderait de l'argent à ces personnes même si elles seraient en principe motivées à servir. Il n'est même pas sûr que cette idée soit conforme à la loi...

### SE RENDRE À LA RAISON ? NON !

Ces deux propositions sont absurdes. Le service civil serait fortement affaibli ou même aboli, l'armée de masse inutile aurait la priorité absolue et il n'y aurait plus de liberté de choix. Tous les jeunes hommes ou même tous les jeunes en Suisse continueraient à être forcé de servir l'État ou de lui payer une compensation.

La discussion autour de l'obligation de servir reste peu réjouissante. Au lieu de mettre en œuvre de vraies réformes, de remettre en question le système, de supprimer les postes superflus et de réduire massivement, on préfère se plaindre de la mauvaise réputation de l'armée et du manque de soldat.es. Ces propositions de réformes complètement irréalisables ne sont qu'une tentative désespérée de préserver l'armée telle qu'elle est.

Chaque jour, des recrues désespérées nous écrivent ou nous appellent pour essayer de sortir de cette armée qui n'a aucun sens à leurs yeux et qui a chamboulé tous leurs plans. Peut-être que c'est là que le DDPS devrait commencer au lieu de vouloir augmenter le nombre de personnes obligées de servir pour atteindre des buts arbitraires.



EXPORTATION D'ARMES

## Des armes suisses dans le monde entier

La guerre en Ukraine contraint l'Europe à songer aux conséquences de l'utilisation d'armes. La conclusion des dirigeants : il nous faut plus d'armes ! Cette conclusion est un désastre qui se profile depuis des années déjà. Car en 2021, la Suisse a exporté du matériel de guerre d'une valeur de 742,8 millions de francs dans 67 pays. VANESSA BIERI

Des armes suisses ont été aperçues dans la guerre en Ukraine, bien que des livraisons d'armes officielles ne soient ni un sujet de discussion, ni une idée particulièrement raisonnable. Pendant que nous essayons d'attirer l'attention sur la question des matières premières, les statistiques concernant les exportations d'armes de 2021 ont été publiées. Une fois de plus, ces chiffres sont consternants. Les cinq plus gros acheteurs n'ont pas fortement changé depuis 2020, il s'agit toujours de l'Allemagne, du Danemark, des États-Unis, de la Roumanie et du Botswana. L'Allemagne a acheté du matériel de guerre d'une valeur de 123,4 millions de francs. Ces cinq pays sont suivis de très près par l'Arabie Saoudite. Le royaume connu pour ses violations des droits humains a importé des armes valant 51 millions de francs. Des acheteurs comme les Émirats Arabes Unis, l'Oman ou le Qatar sont tout aussi problématiques puisqu'ils ne sont que très approximatifs sur le respect des droits de leurs citoyennes et citoyens et qu'ils utilisent parfois la violence armée pour faire appliquer leurs lois. Néanmoins, la Confédération accepte ces livraisons d'armes. Cela est étonnant, car l'un des critères d'exportation est le respect des droits humains dans le pays de destination.

Les armes individuelles à épauler et armes de poing constituent la catégorie d'armes les

plus exportées, suivies des munitions. La vente d'explosifs et combustibles militaires a été particulièrement lucrative, générant 39,87% des recettes. Seuls 0,1% de ces dernières ont été générées avec la vente de gaz lacrymogène et d'autres substances irritantes. D'après le SECO, l'opération la plus importante était la livraison de véhicules blindés à roues vers le Danemark (94,6 millions), la deuxième, l'exportation du même type de véhicules vers la Roumanie. Le plus gros importateur d'armes complètes, c'est-à-dire de pistolets, mais aussi de mitrailleuses et de fusils d'assaut étaient les États-Unis, ce qui ne nous surprend pas. En 2021, ils en ont importé 39'135 d'une valeur totale de 46,6 millions de francs. La majorité des exportations (65,01%) vont toutefois vers des pays européens. Comme le montre la situation actuelle, cela ne garantit aucunement que ces armes ne seront pas utilisées dans une guerre.

Nous observons un recul par rapport à l'année record qu'a été 2020. Toutefois, les exportations sont à un niveau inégalé depuis 2011 et la tendance est à la hausse. Nous ne savons pas encore quel impact la guerre en Ukraine aura sur les statistiques de cette année ou même de l'année prochaine, mais la course aux armements que nous observons en ce moment ne laisse rien présager de bon. Nous devons donc re-

doubler de vigilance ces prochains temps, afin de pouvoir nous y opposer. Car exporter plus d'armes n'est pas la solution !

### Nous cherchons deux réviseurs/réviseuses

Le GSSa cherche deux nouveaux/nouvelles réviseurs/réviseuses disposant de connaissances en comptabilité et disponible une fois par an pour environ deux heures afin d'effectuer la révision. Si cela vous intéresse, merci de nous contacter à l'adresse [finanzen@gsoa.ch](mailto:finanzen@gsoa.ch).

### La récolte continue !

(ps) À chaque rapport et chaque retour sur le F-35, il devient de plus en plus évident que cet avion de combat est un gouffre financier. Nous continuons à nous demander comment ces avions de combat nous permettront de nous protéger des catastrophes climatiques, ou ce qu'ils peuvent faire pour assurer une vie digne à toutes et tous. La réponse est claire : Le F-35 ne peut rien faire contre toutes les situations réelles qui doivent aujourd'hui nous préoccuper.

Lors de la campagne de votation d'automne 2020, Viola Amherd soulignait encore que la tâche principale du nouvel avion de combat était la police aérienne. Pourtant, c'est précisément l'élément qui n'a pas été un critère lors de l'évaluation, comme l'a montré le rapport explicité dans Rundschau, sur SRF. Et une année plus tard, après quelques semaines d'attaques russes en Ukraine, cette même conseillère fédérale demandait à la Coalition contre le F-35 de retirer son initiative. Mais nous n'en ferons rien, car il est inacceptable et trop dangereux de courir le risque d'acquiescer ces bombardiers furtifs qui, en plus de nous rendre dépendant des services secrets étatsuniens, nous coûteront des milliards qui évidemment ne seront pas investis là où nous en avons réellement besoin. Aujourd'hui, le nombre de signatures récoltées s'élève à environ 100'000. L'initiative a avancé rapidement, grâce à votre soutien. Mais cela ne signifie pas que tout est gagné, bien au contraire. Nous devons encore continuer à descendre dans la rue, à faire signer autour de nous, afin de s'assurer que le plus rapidement possible nous puissions mettre un terme à cette tentative d'achat de bombardiers furtifs. Alors, avec le beau temps qui réapparaît, profitons-en pour mener à bien cette récolte !

Vous pouvez commander des feuilles de signatures à : [initiative@stop-f-35.ch](mailto:initiative@stop-f-35.ch), ou sur [www.stop-f-35.ch/fr/](http://www.stop-f-35.ch/fr/)

### GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



## TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total	Nom	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-			
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		Prénom	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		Rue	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		No	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		NPA	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-		Lieu	
	Kit de survie				Fr. 60.-		Tél.	
	Autocollant				gratuit		E-mail	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-			
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-			
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-			
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-			
	<b>Frais de port</b>					<b>Fr. 4.80</b>		
<b>Somme totale de la facture</b>								

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch)